

point préalable de directives d'ordre exécutif et administratif, instruction du personnel, organisation du personnel qui lui permette de travailler efficacement dans les installations d'urgence et amélioration plus poussée du réseau de communications. Ces problèmes seront étudiés sans tarder.

Selon les premiers rapports reçus des centres régionaux, l'exercice aurait bien marché dans les provinces. Le nombre des fonctionnaires fédéraux qui ont participé n'était pas loin du maximum prévu. La participation a grandement varié d'une province à l'autre, en raison de l'état des préparatifs et des plans des provinces. Presque tous les gouvernements provinciaux avaient des représentants à l'exercice. Quant au gouvernement fédéral, il s'était fait représenter dans la plupart des provinces soit par des ministres, soit par des secrétaires parlementaires.

A Petawawa, plusieurs ministres fédéraux étaient au travail, s'acquittant de la mission d'urgence qui leur avait été assignée. Je tiens à louer de façon spéciale les observateurs, l'honorable député de Richelieu-Verchères (M. Cardin) et l'honorable député de Vancouver-Est (M. Winch).

Plusieurs centaines de personnes à tous les paliers des services de l'État ont joué un rôle actif. Au quartier général seulement, il y en avait presque 200. Outre le personnel du gouvernement fédéral et celui des gouvernements provinciaux qui ont travaillé dans les quartiers généraux des provinces, quelque 500 municipalités d'un bout à l'autre du Canada ont aussi participé à l'exercice.

Bien des lacunes se sont révélées dans les plans et les préparatifs. Je crois cependant qu'on a fait beaucoup de progrès et qu'on connaît bien mieux maintenant les problèmes à résoudre, et que tous les intéressés sont maintenant mieux préparés à remplir leur mission, s'il survenait un véritable état d'urgence. En ce qui concerne les lacunes, on tentera par tous les moyens de les combler et de faire disparaître toutes les faiblesses qui se sont manifestées au cours de l'exercice.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, si, malheureusement, la défense passive s'impose dans le monde où nous vivons, il importe qu'elle soit organisée et coordonnée le mieux possible. Comme l'a signalé le premier ministre, l'opération en question nous a montré qu'il y a encore beaucoup à faire à cet égard. La défense passive est importante, mais il importe encore davantage que tous les pays prennent des dispositions qui la rendront inutile.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, vu que le gouvernement veut s'efforcer d'établir une organisation de défense passive et d'y consacrer de fortes

sommes, il est peut-être excellent que le réel exercice dont il vient d'être question ait eu lieu. Après avoir entendu le premier ministre, je ne puis m'empêcher de penser qu'il n'a pas dû prendre part au même exercice que moi.

J'ai été heureux d'avoir l'occasion d'agir comme observateur. Ce n'est pas le moment de parler de toutes les constatations découlant de l'exercice, mais je crois qu'il a révélé, non seulement des faiblesses mineures, mais des faiblesses majeures aussi. Ce qui m'a intéressé, c'est que l'attaque devait donner l'illusion de la réalité. C'est ce que j'avais compris d'après la déclaration du premier ministre, la veille de l'exercice. L'attaque devait sembler réelle, afin de démontrer ce qui pourrait arriver en certaines occasions. Ce devait être entièrement une attaque de bombardiers pilotés, sauf vers la fin, alors que deux engins téléguidés étaient lancés.

La principale faiblesse révélée par l'opération, c'est qu'à part les quelques ministres et secrétaires parlementaires ainsi que deux membres de l'opposition, le gouvernement et la Chambre des communes auraient été anéantis. C'est peut-être une bonne chose.

M. MacInnis: C'est votre seule chance.

M. Winch: Il est naturel qu'après cet exercice pratique, nous en parlions beaucoup à la Chambre. J'espère que l'examen de certains crédits portera tous les députés à participer à la discussion à ce propos. Mon groupe estime qu'il ne serait pas logique de garder pour nous les constatations que nous avons faites au cours de l'opération, surtout en ce qui concerne ses lacunes, mais que nous devrions les exposer et en discuter.

Les observations du premier ministre me portent à dire que quelque chose ne va pas dans le pays et dans le monde, puisque la défense civile s'impose chez nous. Espérons l'avènement d'un état d'esprit plus sain et des réalisations concrètes et rapides dans d'autres domaines qui nous permettent d'employer notre argent, nos efforts et nos cerveaux à l'élaboration et à l'application de mesures et de politiques productrices.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je n'ai rien à ajouter. Le chef de l'opposition et le député de Vancouver-Est ont tous deux déclaré qu'il fallait faire tous les efforts possibles en vue de la paix, qui rendrait la défense civile inutile. Ce n'est pas seulement leurs vues, mais aussi celles du gouvernement, qui a insisté très énergiquement sur la nécessité du désarmement tout en déclarant qu'en attendant sa réalisation, il faut maintenir les systèmes de défense.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]